

Concours : Premier concours d'accès

Epreuve : Cas pratique sur un sujet de droit pénal ou de procédure pénale

## CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

Question 1:

- L'hypothèse de l'infraction d'escroquerie est à envisager à l'encontre des trois protagonistes.

L'élément légal de l'escroquerie est l'article 313-1 du Code pénal (CP).

Concernant l'élément matériel, un mensonge et une ruse sont requis. Le mensonge peut consister en l'usage de faux nom ou fausse qualité, l'abus d'une qualité vraie, l'emploi de manœuvres frauduleuses ayant pour but de tromper une personne.

La jurisprudence retient au titre des manœuvres frauduleuses la ruse en scène consistant à proposer à la vente des tableaux exposés dans des domiciles, en dehors des circuits officiels du marché de l'art et de vendre, avec la complicité d'un antiquaire et d'un expert judiciaire, des œuvres médiocres à un prix sans rapport avec leur valeur réelle (Crim., 24 mars 2010).

En l'espèce, Jacques Dupont et Pierre Martin ont utilisé de faux noms et la fausse qualité de marchande d'art inscrites au RCS lorsqu'ils se sont présentés au domicile des victimes.

Après avoir laissé en dépôt la grossière copie d'une sculpture, Paul Moreau est intervenu sous la fausse qualité d'expert et a fait une estimation supérieure de la sculpture. Au regard de la jurisprudence, il s'agit d'une mise en scène constitutive de manœuvres frauduleuses dont Paul Moreau est le complice.

L'élément matériel est caractérisé pour le mensonge.

N°

1.1.6



- L'autre composante de l'élément matériel est la remise de fonds, valeurs ou bien quelconque, ou la fourniture de service, ou le fait de consentir un acte opérant obligation ou décharge et ce, au préjudice de la victime ou d'un tiers.

En l'espèce, Monsieur Lenoir et d'autres personnes ont décidé de se porter acquéreur de la sculpture laissée en dépôt, pour un préjudice global de vingt millions d'euros.

L'élément matériel est pleinement caractérisé.

- S'agissant de l'élément moral, l'escroquerie nécessite une intention, à savoir la volonté de tromper une personne pour la déterminer à effectuer une remise.

En l'espèce, Jacques Dupont et Pierre Martin, co-auteurs ont eu la volonté de tromper M. Lenoir et les autres victimes pour qu'ils remettent des fonds destinés à l'acquisition de la sculpture. L'élément moral est vérifié.

Concernant la répression, à l'état simple, l'escroquerie est punie de cinq ans d'emprisonnement et 375 000 euros d'amende.

- L'hypothèse de l'application de la bande organisée est à étudier:

L'article 132-71 CP définit la bande organisée (BO) comme "tout groupement formé ou toute entente établie en vue de la préparation, caractérisée par un ou plusieurs faits matériels, d'une ou plusieurs infractions". La bande organisée se distingue de la réunion, laquelle n'implique pas une entente en amont de l'infraction. Cette circonstance aggravante appliquée à l'escroquerie a pour conséquence de porter la peine à dix ans d'emprisonnement et 1 000 000 euros d'amende, en vertu de l'article 313-2 CP in fine. A la différence de l'association de malfaiteurs, la bande organisée est une organisation structurée entre ses membres (Crim, 8 juillet 2005).

En l'espèce, Jacques Dupont et Pierre Martin ont organisé de manière structurée et en amont leurs agissements en



se procurant de faux noms et qualités, et la copie d'une sculpture. Le fait de faire appel à un faux expert en la personne de Paul Moreau participe de la bande organisée.

En conséquence, Jacques Dupont et Pierre Martin encourrent 10 ans d'emprisonnement et 1000 000 euros d'amende - Paul Moreau, en tant que complice d'escroquerie en bande organisée, encourt les mêmes peines en vertu des articles 121-6 et 121-7 CP.

### Question 2:

En droit, l'application de la loi pénale dans l'espace est prévue par les articles 113-1 et suivants CP. Les articles 113-6 et suivants CP concernent les infractions commises hors du territoire de la République. L'article 113-6 dispose que "la loi pénale française est applicable à tout crime commis par un Français hors du territoire de la République". Cette disposition prévoit la compétence personnelle active de la loi pénale française pour les crimes. L'alinéa 2 indique que "elle est applicable aux délits commis par des Français hors du territoire de la République si les faits sont punis par la législation du pays où ils ont été commis". Une condition de réciprocité d'incrimination est ainsi exigée pour les délits. En vertu de l'article 113-8 CP, la poursuite des délits ne peut être exercée qu'à la requête du ministère public, après plainte de la victime ou dénonciation officielle du pays de commission des faits. L'article 113-9 CP fait application du principe non bis in idem à l'étranger dans le cas de l'article 113-6.

En l'espèce, Madame Bernard peut se voir reprocher d'être l'auteur d'un délit de blanchiment commis en Espagne. Celle-ci étant de nationalité française, elle peut se voir appliquer l'article 113-6 alinéa 2 CP à condition que le délit de blanchiment soit aussi puni en Espagne, ce qui



doit être le cas. Néanmoins, pour que la loi pénale française soit applicable aux faits connus par Mme Bernard, il faut que M. Lenoir ou les autres victimes portent plainte pour les ravissements de fonds suspects en lien avec l'escroquerie connue, ou que l'autorité espagnole dénonce officiellement le blanchiment. De plus, seule la requête du ministère public français permettra d'engager les poursuites pour blanchiment devant la juridiction française, infraction pourtant dissuade de l'escroquerie.

### Question 3:

En droit, le blanchiment est une infraction de conséquence, à l'image du recel. Il est défini à l'article 324-1 CP. L'élément matériel du blanchiment que le juge doit examiner est le fait de faciliter, par tout moyen, la justification mensongère de l'origine des denrées de l'auteur d'un crime ou délit, ou ce peut être le fait d'apporter un concours à une opération de placement du produit d'une telle infraction. Au titre de l'élément moral, le juge doit caractériser une intention, la bonne foi du prévenu devant être écartée selon la jurisprudence (Civ., 3 décembre 2003). Si ces éléments sont caractérisés par le juge, la peine encourue à l'état simple est cinq ans d'emprisonnement et 375 000 euros.

S'agissant de l'hypothèse où l'infraction d'origine n'a fait l'objet d'aucune procédure, l'infraction de conséquence que constitue le blanchiment pourra tout de même être poursuivie. En effet, dans un arrêt rendu le 20 février 2008, la Chambre Criminelle de la Cour de cassation a décidé, s'agissant de poursuites du chef de blanchiment de fraude fiscale, que "l'article 324-1 CP n'impose pas que des poursuites aient été préalablement engagées ni qu'une condamnation ait été prononcée du chef de l'infraction d'origine ayant permis d'obtenir les sommes d'argent blanchies mais qu'il suffit que soient établis les éléments



Concours section : 1er concours d'accès

Epreuve matière : Cas pratique PENAL

N° Anonymat : CBPCU553 OW Nombre de pages : 8

Concours : Premier concours d'accès

Epreuve : Cas pratique sur un sujet de droit pénal ou de procédure pénale

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



constitutifs de l'infraction principale ayant procuré les sources litigieuses".

Concernant l'hypothèse où la prescription de l'action publique concernant l'infraction d'origine est acquise, des poursuites pourront quand même être engagées pour blanchiment. Il est vrai que dans un arrêt rendu le 31 mai 2012, la même Chambre criminelle a retenu que "le blanchiment étant un délit autonome, la prescription qui le concerne est indépendante que celle qui s'applique à l'infraction originarie".

En l'espèce, Madame Bernard pourra faire l'objet de poursuites pour blanchiment même si l'escroquère qui a procuré les fonds ultérieurement placés par elle sur un compte en Espagne n'a pas fait l'objet d'une procédure ou que la prescription de l'action publique est acquise pour l'escroquère.

Question 4 :

En droit, l'exigence d'individualisation des peines est posée par l'article 132-19 CP en matière correctionnelle. En vertu de l'alinéa 2 de ce texte, le juge ne peut prononcer une peine d'emprisonnement sans sursis qu'en dernier recours "si la gravité de l'infraction et la personnalité de son auteur rendent cette peine nécessaire". Sauf

N°

51.6



impossibilité matérielle, cette peine doit faire l'objet de mesure d'aménagement. La juridiction, en vertu de l'alinéa 3 de l'article 132-19 C, est soumise à une obligation de motivation au regard "des faits de l'espèce et de la personnalité de leur auteur, ainsi que de sa situation matérielle, familiale et sociale". La jurisprudence rappelle le principe ci-dessus énoncé (Crim, 21 juin 1995). De plus, si le juge décide de ne pas aménager la peine, il doit en outre motiver spécialement cette décision au regard des mêmes critères de personnalité et situation, ou en cas d'impossibilité matérielle. La Chambre Criminelle a statué dans ce sens dans des arrêts du 30 mars, 4 mai et 29 novembre 2016.

En l'espèce, Madame Bernard, si une peine de 18 mois d'emprisonnement ferme est prononcée à son encontre pour blanchiment, devra vérifier que le tribunal correctionnel a motivé sa décision au regard des faits de blanchiment, de sa personnalité et de sa situation. Si le tribunal correctionnel décide de ne pas aménager cette peine ferme, Mme Bernard devra vérifier la présence d'une motivation spéciale conforme aux exigences d'individualisation des peines.



N°

.../...